

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 21 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAC Ottmarsheim**

10 RUE LAVOISIER  
BP 1207  
68000 Colmar

Références : 0006700481\_2026-03-23\_CAC-Ottmarsheim\_VIIC\_SuivEch  
Code AIOT : 0006700481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement CAC Ottmarsheim implanté RD 52 PORT RHENAN 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

- Suivi des échéances:
  - Contrôle des plans d'actions mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 13 mai 2025 (Action Nationale 2025 \_ Travaux par points chauds) ayant fait l'objet de demandes d'actions correctives formalisées dans le rapport de l'Inspection du 13 mai 2025.
- Référentiels utilisés:
  - Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au

sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Arrêté préfectoral n° 2015012-0023 du 12 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires à la Coopérative Agricole de Céréales pour son silo de Ottmarsheim.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAC Ottmarsheim
- RD 52 PORT RHENAN 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CAC exploite sur son site de Ottmarsheim, un ensemble d'installations composées de silos à céréales, de séchoirs, de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
2	Signalisation à l'entrée des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence des non-conformités de l'exploitant au regard des prescriptions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" [...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.</p>

[...]"
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'occasion du contrôle initial du 13 mai 2025, l'Inspection avait constaté l'affichage des consignes relatives à l'interdiction de fumer, à l'obligation d'établir un permis de feu en zone à risque d'incendie ou d'explosion, mais l'absence d'affichage de l'interdiction d'amener du feu sous forme quelconque à l'accueil du silo (emplacement retenu par l'exploitant comme lieux fréquenté par le personnel).</p> <p>Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'action corrective.</p> <p>Au cours du présent contrôle, l'Inspection a constaté à l'accueil du silo, l'affichage effectif de la consigne relative à l'interdiction d'amener du feu sous une forme quelconque en complément des autres consignes déjà présentes.</p> <p>L'Inspection considère ainsi que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Signalisation à l'entrée des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation à l'entrée des zones à risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...]. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection du 13 mai 2025, il avait été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence d'information de la nature du risque aux abords des fosses de réception et à l'entrée du silo 5,</li> <li>• l'absence d'affichage des consignes de sécurité à respecter aux abords des fosses de réception,</li> <li>• des défaut d'affichage de l'interdiction de fumer à l'entrée de certaines zones à risques.</li> </ul> <p>Ces non-conformités avaient donné lieu à une demande d'actions correctives.</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, lors du contrôle sur le terrain, l'Inspection a constaté l'affichage à proximité immédiate des 9 fosses de réception, de la nature du risque (<i>risque incendie</i>) et des consignes à respecter (<i>interdiction d'apporter une flamme nue, obligation d'établir un permis de feu et interdiction de fumer</i>).</p> <p>Il a également été constaté l'affichage de la nature du risque (<i>risque explosion</i>) à l'entrée du silo 5.</p>

<p>L'Inspection a enfin constaté l'affichage de la consigne interdisant de fumer:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'accès sud au bâtiment réception/expédition,</li> <li>• aux abords de la balance dédiée aux expéditions,</li> <li>• sur les 2 portes d'accès au silo 4,</li> <li>• sur la porte d'accès au ciel du silo 5,</li> <li>• aux entrées du séchoir 6.</li> </ul> <p>Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" [...] L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont [...] maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de ce contrôle, l'Inspection s'est limité à contrôler la conformité des extincteurs aux dispositions de la présente prescription.</p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, la liste de ses moyens de défense incendie ainsi que le rapport de vérification de ses extincteurs.</p> <p>Au cours de la visite des silos, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage, la localisation et la conformité des extincteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réception/expédition (rdc): extincteurs 7 et 8</li> <li>• silo 1 (2ème étage): extincteurs 58 et 59</li> <li>• séchoir 1 : extincteurs 26</li> <li>• silo « tour béton » : extincteurs 86, 87 et 88</li> </ul> <p>L'Inspection a constaté que les extincteurs contrôlés étaient:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• justement implantés au regard des plans de localisation des extincteurs présents a chaque étage des silos,</li> <li>• en bon état (contrôle visuel),</li> <li>• facilement accessibles,</li> <li>• repérés par des marquages muraux rappelant notamment l'identifiant unique de chaque extincteur,</li> <li>• équipés d'étiquettes de suivi des contrôles périodiques apposées sur leur flanc et faisant mention d'un dernier contrôle en février 2026.</li> </ul>

Au regard des éléments transmis par l'exploitant, l'Inspection constate que l'installation est équipée de 182 extincteurs.

Après analyse du dernier rapport de contrôle des extincteurs, daté du 25 février 2026, l'Inspection constate que :

- 167 d'entre eux ont été vérifiés dans le cadre de ce contrôle ;
- 15 extincteurs ont été remplacés ;
- les dates d'intervention mentionnées dans le rapport sont compatibles avec les dates indiquées sur les étiquettes accolées aux extincteurs (février 2026).

Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite